

**En France et en Europe les politiques d'austérité attaquent les services publics, les droits sociaux et les solidarités • L'austérité, nous la payons au quotidien, avec un budget qui ne suit pas l'augmentation de la démographie scolaire, des effectifs par classe qui s'accroissent, des conditions de travail qui se dégradent • Nous l'annonçons dès 2012, et c'est désormais un secret de polichinelle, les promesses de création de postes ne seront pas tenues.**

**Les inégalités explosent.** Nos salaires sont désormais congelés. Pourtant de l'argent, il y en a : les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 30% en un an, pour atteindre 56 milliards. Les capitalistes nous coûtent cher !

**Les politiques éducatives libérales sont poursuivies** et sapent les garanties collectives, augmentent les pressions hiérarchiques et la mise en concurrence. Notre charge de travail ne cesse de s'alourdir, avec la réforme des rythmes scolaires et les différentes réformes statutaires, notamment les nouvelles obligations de service des enseignant-e-s du secondaire. Dernier exemple de la considération du ministère pour les personnels, la mise en œuvre des nouveaux programmes du collège pour tous les niveaux en même temps. Cela va créer des incohérences pour les élèves et imposer une charge de travail colossale pour les enseignant-e-s.

**« L'autonomie » (des universités, des lycées, et maintenant des collèges) généralise la concurrence et augmente les inégalités,** tout comme la réforme des rythmes scolaires. Le ministère vient d'annoncer que le bilan de la réforme des lycées, qui devait être effectué depuis des mois, est désormais reporté... aux calendes (qu'on n'ose dire grecques). Sans doute que ce bilan n'aurait pas permis de justifier l'extension de l'autonomie des établissements au collège, alors que le ministère veut imposer sa réforme malgré son rejet très large chez les personnels. La mobilisation contre cette réforme du collège doit reprendre et s'amplifier.

**L'incohérence des politiques ministérielles, entre effets d'annonce et annulations improvisées, balade les personnels** sans cesse contraints de s'adapter, au gré des enjeux politiques et des ajustements budgétaires.

Les mesures phares annoncées en grandes pompes, comme les ABCD de l'égalité ou les emplois d'avenir professeur ont ainsi été supprimées, à peine instaurées.

**Dans les Bouches-du-Rhône,** on constate des dysfonctionnements dans de nombreuses situations. Ainsi nous devons être particulièrement vigilants quant à la situation des enseignant-e-s stagiaires qui l'année dernière ont eu à subir des conditions de formation particulièrement difficiles. Cette situation a entraîné pour nombre d'entre eux/elles des situations de stress, de burn-out et des démissions. Le nombre de renouvellement de stage enregistré témoigne des dégradations des conditions de formation (malgré le passage à 9h!). Nous encourageons les collègues stagiaires à ne pas se laisser faire et nous serons là pour les accompagner.

Dans l'Education Prioritaire, les collègues dont l'établissement passe en REP+ devront, eux, être méfiants quant à l'application de la pondération. Malgré les tentatives des directions, aucune heure de concertation ne saurait être imposée, les textes en la matière sont clairs. Celles et ceux du 1er degré devront veiller à bien obtenir les 9 journées REP+ dont ils doivent bénéficier, ce qui ne fut pas le cas l'an dernier. Sur ce point l'IA a annoncé qu'elle ferait mieux. A voir.

Enfin dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires, les collègues brigades devront faire attention à bien comptabiliser leurs demi-journées travaillées.

**Tous les indicateurs montrent que les personnels rejettent très massivement ces politiques ministérielles low cost.** Il s'agit maintenant de transformer ce rejet en luttes. Mobilisons-nous autour de mots d'ordre rassembleurs : Non à l'austérité, oui à la solidarité ! Non à la concurrence, oui à l'égalité ! Face aux pressions hiérarchiques, recréons du collectif !

---

**Cela passera par une journée interprofessionnelle de grève dès le 8 octobre à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires.**

---